

**L'hon. Bryce Mackasey (ministre du Travail):** Monsieur l'Orateur, comme l'a fait remarquer le député, la grève dure déjà depuis trois mois à Flin Flon. A la demande des deux parties, nous avons envoyé un médiateur. A moins que la Hudson Bay Mining and Smelting Company et les syndicats en cause ne montrent qu'ils comprennent leur responsabilité envers la société, ce qu'ils n'ont manifestement pas fait devant le médiateur, cette grève pourrait bien durer encore trois mois.

**M. Simpson:** Si je comprends bien, le ministre déclare qu'on ne tentera rien d'autre pour le moment, ou du moins pas avant d'avoir laissé les esprits s'apaiser.

**L'hon. M. Mackasey:** Je dis que les deux parties, dans les circonstances actuelles, pourraient facilement mettre fin à la grève si elles assumaient toutes deux leurs obligations morales et juridiques envers la société au lieu de demander au ministère du Travail de faire l'impossible. Si elles ne changent pas d'attitude, cela ne servira pas à grand-chose d'imposer l'intervention d'un médiateur dans le conflit.

\* \* \*

### LA FONCTION PUBLIQUE

#### LE RAPPORT RELATIF AU PERSONNEL EXCLU DES CONVENTIONS COLLECTIVES

**M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser au président du Conseil du Trésor une question relative à la commission consultative sur le traitement et l'indemnisation du personnel exclu dans la fonction publique, appelée aussi commission Clyne. Comme le seul rapport de cette commission remonte à décembre 1968 et comme des appréhensions se font jour parmi beaucoup de fonctionnaires qui sont exclus des conventions collectives, le gouvernement compte-t-il demander à cette commission de présenter bientôt un autre rapport?

**L'hon. C. M. Drury (président du Conseil du Trésor):** Comme le député le sait, le comité se réunit assez fréquemment. J'hésite à dire qu'il siège continuellement, mais au cours des ans, il s'est réuni pas mal souvent. Il communique des avis périodiquement mais pas sous forme de rapport. Je compte qu'il présentera un rapport plus officiel dans le genre du premier dans un avenir assez proche.

**M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Étant donné que le rapport de décembre 1968 a été déposé, le ministre peut-il assurer à la Chambre que le second le sera aussi?

**L'hon. M. Drury:** Monsieur l'Orateur, je crois qu'un second rapport de caractère officiel sera déposé.

[M. Simpson.]

### AFFAIRES EXTÉRIEURES

#### LE TRANSPORT AÉRIEN DE MAÏS VERS LA ZAMBIE

**M. Heath Macquarrie (Hillsborough):** Je voudrais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le Canada participe-t-il à présent au transport aérien de maïs vers la Zambie ou bien use-t-il de ses bons offices auprès des voisins de ce pays pour leur demander de faciliter le transport de cet important produit alimentaire par voie de terre?

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Lors de ma visite en Zambie, le gouvernement zambien m'a fait un rapport complet sur la situation créée à la suite de l'embargo sur les cargaisons arrivant dans les ports portugais. Je pense qu'on nous a simplement mis au courant des développements d'une situation où notre aide pourrait être requise.

\* \* \*

### LA SANTÉ

#### LA LOI DE LA C.-B. SUR LA CIGARETTE ET LE PROJET DE LOI DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

**M. P. B. Rynard (Simcoe-Nord):** Ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Le gouvernement fédéral et celui de la Colombie-Britannique se sont-ils consultés au sujet de la comptabilité de la loi de cette province sur la cigarette avec la mesure que doit présenter le gouvernement fédéral dans ce domaine?

**L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Non, monsieur l'Orateur.

**M. Rynard:** Quand présentera-t-on le projet de loi fédéral?

**L'hon. M. Munro:** La question est l'objet d'une considération active, monsieur l'Orateur. J'aviserai la Chambre quand la politique sur cette question sera arrêtée.

#### LES FABRICANTS DE CIGARETTES ET LE PROJET D'INTERDICTION DE LA RÉCLAME

**M. Jack Marshall (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe):** Une question supplémentaire. Le ministre a-t-il eu des entretiens avec les fabricants de cigarettes pour savoir s'ils seraient disposés à ne plus faire de publicité à la télévision ou ailleurs?

**L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Oui, monsieur l'Orateur, nous avons eu, les fonctionnaires de mon ministère et moi-même, des entretiens avec les fabricants de cigarettes de façon plus ou moins suivie depuis trois ou quatre ans. Ces entretiens ont porté sur une foule de sujets, y compris celui-là.